



Résolution Adoptée

Pour une Nouvelle Europe Sociale Dix principes pour un avenir commun

(traduction révisée)

L'engagement de l'Europe en faveur de la justice sociale est unique et n'existe nulle part ailleurs. Nous sommes le seul continent à rechercher la justice sociale et la compétitivité, comme objectifs se renforçant mutuellement et non s'excluant l'un l'autre. Cette alliance unique de progrès économique et social doit rester au cœur du développement de l'Europe. Nous avons beaucoup à gagner de l'économie mondiale si nous modernisons de façon adéquate nos Etats-providence afin de les rendre viables au 21e siècle – mais nous avons beaucoup à perdre si nous ne le faisons pas.

Une nouvelle Europe est en train de naître : une Europe élargie, une Europe transformée par les nouvelles technologies et les nouvelles connaissances, une Europe où les gens vivent plus longtemps et en meilleure santé. Mais cette Europe compte des millions de chômeurs, d'exclus sociaux, de citoyens vivant dans la pauvreté ou dans l'incertitude face à l'avenir.

L'Union européenne regroupe un ensemble unique d'Etats-providence construits grâce aux luttes de citoyens et de syndicats et défendus politiquement par les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes. Il s'agit de **notre Europe sociale**.

Certains disent que l'Europe ne peut plus se permettre ses Etats-providence à cause de la pression incessante de la mondialisation. Que l'Etat-providence devra être « rabeté » à l'avenir et que le rôle de l'Etat devra se limiter à contrer les pires formes de pauvreté. Ils prétendent également que les Etats doivent être en concurrence les uns avec les autres afin d'offrir les impôts les plus bas. Que l'objectif premier de l'Union européenne doit être de promouvoir le libre marché et la compétitivité.



Mais les socialistes et sociaux-démocrates européens savent qu'il existe une autre voie –dans la théorie mais aussi dans la pratique. Nous nous engageons à ce que l'Union européenne ne se réduise pas à une concurrence entre les Etats ou à un marché favorable au dumping social.

Les socialistes et sociaux-démocrates d'Europe refusent catégoriquement cette vision à court terme de l'économie, de la société et de la démocratie. **Nous revendiquons notre droit à une nouvelle Europe sociale.**

Notre tâche consiste à renouveler et à renforcer les Etats-providence d'Europe. Il ne s'agit pas de les conserver inchangés. Nous savons que dans le monde d'aujourd'hui, ce serait la voie de l'échec. Au cœur du renouvellement de nos Etats-providence, nous définissons un nouvel ensemble de **droits et de devoirs**, qui sont la base d'un **nouveau contrat entre les citoyens et leur gouvernement.**

Notre Europe et ses Etats membres n'ont pas besoin de moins, mais de meilleures politiques sociales, pour affronter les défis actuels. Pour les socialistes et les sociaux-démocrates, l'avenir consiste à lancer les réformes adaptées et de faire en sorte que la compétitivité économique, la durabilité environnementale et la justice sociale se renforcent mutuellement au lieu de s'exclure.

Une gestion moderne de l'Etat doit garantir une **égalité d'accès et de chances** pour tous, si nous voulons doter nos sociétés et les citoyens des instruments nécessaires pour relever les défis d'aujourd'hui. L'égalité d'accès aux biens et aux services publics de qualité doit constituer un droit fondamental pour tous dans nos sociétés. Le gouvernement et les partenaires sociaux doivent travailler ensemble pour garantir une égalité d'accès et de chances sur le marché du travail, en garantissant des pratiques justes sur le lieu de travail et en luttant contre les discriminations. En retour, les citoyens et tous les acteurs sociaux doivent avoir le devoir de participer et de contribuer à la société. Ce n'est que dans le respect de ces **droits et devoirs** par toutes les parties que les Etats-providence de demain seront forts et efficaces, capables d'assurer de nouvelles formes de protection sociale.

L'avenir génère de nouveaux risques mais aussi de nouvelles opportunités. L'Europe souffre encore des manquements du passé. Elle doit gérer le changement d'une nouvelle manière afin de rendre nos sociétés plus solidaires. **Personne ne peut être laissé de côté ; chacun doit pouvoir partager ces nouvelles opportunités.**

Certains choix de réformes doivent être faits dans les pays nordiques, d'autres dans les Etats membres d'Europe centrale et orientale ; d'autres encore dans le nord et le sud du continent et dans le modèle anglo-saxon.

La nouvelle Europe sociale est une **feuille de route** pour l'avenir de la social-



démocratie européenne. Elle représente une nouvelle direction commune pour nos Etats-providence.

Ces derniers ont un point de départ différent, selon les niveaux de développement des sociétés où ils ont été créés mais il existe entre eux bien plus de points communs que de différences. Nous insistons sur un changement radical de nos sociétés, mais les changements adéquats doivent s'inscrire dans la perspective d'offrir un meilleur avenir aux citoyens. **Dans tous nos pays, il faut entreprendre des réformes sans cesser d'insister sur la solidarité et la cohésion.**

Notre approche ne consiste pas à traiter les questions européennes séparément des questions nationales. Depuis trop longtemps, nous séparons nos réflexions et nos actions dans deux catégories différentes – comme si nous étions isolés les uns des autres. Notre idée est d'**agir ensemble simultanément** sur les quatre échelons de la démocratie : le niveau local, régional, national et européen. Nous sommes décidés à suivre les mêmes principes progressistes dans une direction commune. L'idée fondamentale est que les choix de réformes et les initiatives doivent aller dans le même sens, sur la base de la coopération. Une coordination ciblée est nécessaire afin que les Etats membres ne prennent pas de décisions contradictoires entre-elles.

Le but est donc de jeter des ponts vers la nouvelle Europe sociale, plutôt que de bâtir de nouveaux murs entre nos Etats membres. Nous avons besoin en ce sens d'un traité durable comme base d'une Europe cohérente et politiquement efficace. Le PSE est disposé à appuyer la réouverture de ce processus.

La nouvelle Europe sociale doit être une **préoccupation commune** à tous les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes. Cette préoccupation va au-delà de nos partis et émane de toutes les forces politiques progressistes, des syndicats, des entreprises qui assument leurs responsabilités sociales, de la société civile, des gouvernements nationaux et de l'Union européenne. Dans cet effort pour une nouvelle Europe sociale plus solidaire et dynamique, nous invitons tous les acteurs à participer à la réalisation de notre initiative Pour une nouvelle Europe sociale sur la base des **dix principes** suivants :

1. Droits et devoirs pour tous – l'essence même de la cohésion

Certains prétendent que l'avenir de nos sociétés doit être laissé aux seules forces du marché.

Le PSE a fait son choix politique : nous appelons à la définition de droits et de devoirs pour tous, ciment assurant la cohésion de nos systèmes sociaux modernes.



Les citoyens et le gouvernement, ainsi que les entreprises, les syndicats et les autres acteurs doivent comprendre clairement ces droits et ces responsabilités. Le devoir du **gouvernement** est de garantir aux citoyens l'accès aux services publics, tels que l'éducation et la protection sociale, de préserver les droits politiques, civils, sociaux et du travail et d'offrir les conditions pour le plein emploi et la solidarité dans la société. En retour, le gouvernement est en droit d'attendre des citoyens et de tous les acteurs de la société qu'ils contribuent à l'Etat-providence. **Les entreprises** ont le droit de développer leurs activités dans la stabilité, l'équité et la transparence, dans des conditions adéquates de concurrence ; leur devoir est de contribuer aux finances publiques et d'appuyer l'objectif du plein emploi, d'aider au renforcement des compétences et des capacités de leurs employés et de jouer un rôle positif dans la société selon les principes de la « Responsabilité sociale des entreprises ». **Les citoyens** ont le droit de participer pleinement à la société et au marché du travail ; leur responsabilité consiste à saisir les opportunités d'éducation et de formation de qualité et de tirer parti de tous les dispositifs permettant l'enrichissement de nos ressources humaines et sociales, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt général de la société dans son ensemble.

2. Le plein emploi à la base de notre avenir

Certains considèrent que le plein emploi est un objectif impossible à atteindre.

Le PSE a fait son choix politique : pour nous, les objectifs de plein emploi et d'emplois de qualité peuvent être atteints. Il s'agit de la meilleure voie pour rendre nos sociétés plus solidaires et prospères, grâce à l'utilisation du potentiel de chacun afin de contribuer à la création de nouvelles ressources. Il est clair pour nous qu'il ne peut y avoir de plein emploi sans un Etat-providence moderne – et pas d'Etat-providence moderne sans plein emploi.

Les marchés de l'emploi doivent devenir plus dynamiques et inclusifs moyennant des politiques de sécurisation des parcours professionnels. Il est nécessaire de créer une nouvelle donne afin de permettre à ceux qui sont exclus du marché du travail d'y entrer dans un cadre clair de droits et de devoirs pour tous. Des politiques sociales, éducatives et d'emploi adéquates seront la base de cette nouvelle donne. Les jeunes doivent pouvoir jouir de meilleures opportunités d'accès à l'emploi. Dans les années à venir, les discriminations générationnelles et l'inactivité doivent laisser place à un vieillissement actif et inclusif visant à donner aux personnes plus âgées davantage d'opportunités de participer à la vie professionnelle. Des efforts concertés sont nécessaires pour lutter contre la précarité de l'emploi.

La **dimension européenne** est claire : l'Union européenne et ses Etats membres doivent garantir les conditions nécessaires au plein emploi. Cela nécessitera des efforts concertés et simultanés en faveur d'une croissance verte intelligente, sur la base d'investissements et d'une meilleure utilisation de nouvelles technologies durables.



Nous devons commencer par mettre en œuvre la stratégie de croissance et d'investissement du Parti Socialiste Européen¹. L'Union économique et monétaire européenne doit être rééquilibrée à travers une véritable coordination des politiques économiques, afin de favoriser la croissance et la création d'emplois. Des politiques de concurrence fiscale – comme l'impôt à taux unique – peuvent être en contradiction avec l'Europe sociale.

3. Investir dans les citoyens – soyons ambitieux

Certains prétendent qu'il nous faut nous concentrer sur les opportunités pour les personnes hautement qualifiées, sans nous préoccuper du manque de perspectives pour les personnes sans diplôme, ni qualification.

Le PSE a fait son choix : le choix solidaire d'investir dans les capacités de tous. Il s'agit de développer continuellement les compétences et capacités, de travailler intelligemment plutôt que durement, de mener une saine concurrence, non pas pour des salaires plus bas mais sur de meilleures compétences.

Investir dans les citoyens – à travers l'éducation, la formation et les politiques sociales – sera un instrument essentiel pour lutter contre l'exclusion sociale, arriver au plein emploi et garantir la justice sociale. L'Europe a une longue tradition d'investissement dans ses citoyens mais le fait qu'il y ait des millions de chômeurs, de personnes exclues et vivant dans la pauvreté nous indique qu'il faut faire davantage pour relever les défis du 21e siècle. Il existe une **brèche** entre ceux qui ont une éducation supérieure et ceux qui n'ont eu accès qu'à de faibles opportunités éducatives.

Dans de nombreux pays européens, ceux qui ont le plus besoin d'éducation de qualité – à savoir les plus pauvres et les personnes défavorisées – sont ceux qui justement y ont le moins accès. L'éducation et la formation sont la meilleure voie vers le progrès, afin de doter les citoyens des connaissances et des compétences nécessaires pour accepter les emplois et les opportunités qu'offre la nouvelle société de la connaissance. Ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures doivent avoir accès à une éducation de la deuxième chance. Il est également nécessaire d'établir un lien renforcé entre une politique nouvelle et concertée, d'investissement et de croissance, et les politiques d'éducation et de formation, afin qu'il y ait adéquation entre la main d'œuvre et les exigences de l'économie en matière de qualifications nouvelles.

Dans l'économie mondialisée et compétitive d'aujourd'hui, plus personne ne peut avoir la garantie qu'il ou elle exercera le même emploi toute sa vie. Par contre, nous, les socialistes et sociaux-démocrates, nous nous engageons à ce que chacun ait un emploi tout au long de sa vie professionnelle. Il s'agit donc d'offrir aux citoyens les moyens

¹ « Agir ensemble et simultanément pour plus de croissance et plus d'emplois », adoptée par les leaders et premiers ministres du PSE, le 26 octobre 2005



nécessaires au retour à l'emploi lors des périodes d'inactivité. Dans l'économie mondialisée, la sécurité professionnelle – garantissant de nouvelles formes de droits socio-économiques – représente la meilleure manière d'encourager la mobilité professionnelle dans des conditions de sécurité.

L'Union européenne doit remettre l'éducation et la formation au centre de la Stratégie de Lisbonne. Les investissements publics et privés dans la société de la connaissance restent insuffisants. Les fonds structurels et les fonds européens pour l'éducation et la formation doivent être pleinement utilisés par les Etats membres en vue de notre nouvelle Europe sociale. Un élément central pour arriver à une économie de la connaissance doit être l'engagement renforcé des Etats membres en faveur d'investissements dans l'innovation, la recherche et le développement.

4. Sociétés solidaires – en finir avec l'exclusion !

Certains prétendent que nous ne pouvons rien faire pour les plus démunis dans la société.

Le PSE a fait son choix : la force de l'Europe réside dans le caractère solidaire de sa société, dans laquelle chacun compte. Mais malgré plus d'un siècle de politiques sociales, les inégalités d'opportunités et de richesse sont encore bien trop nombreuses. La mondialisation et les changements démographiques généreront de nouvelles opportunités pour beaucoup – mais les forces du marché marginaliseront des millions de personnes si elles ne sont contrebalancées pas des politiques sociales actives.

Les groupes les plus menacés d'exclusion – les personnes âgées, les chômeurs de longue durée, les femmes, les jeunes, les minorités ethniques, les travailleurs non qualifiés, les habitants des quartiers défavorisés, ceux qui souffrent de difficultés multiples – exigent un engagement renouvelé de la société et des gouvernements afin de lutter contre la pauvreté et de leur garantir de nouvelles perspectives d'intégration et de participation.

Les politiques publiques au niveau national, régional et local doivent être ciblées sur les individus et les collectivités. Elles doivent se concentrer sur les thèmes prioritaires, que sont la santé, les services sociaux, les politiques actives de l'emploi ainsi que les mesures novatrices en faveur de la cohésion sociale, en partenariat avec les acteurs locaux et les associations. Nous devons axer nos réformes sur les droits et devoirs, afin de faire de nos politiques sociales un tremplin permettant aux citoyens d'entrer dans une société active et solidaire.

De plus, la prestation de services sociaux, de prise en charge et de soins de santé pour les personnes âgées deviendra de plus en plus importante dans une société vieillissante si l'on veut éviter l'isolement trop répandu de cette population, et pour promouvoir



l'activité, l'autonomie et l'intégration, tout en aidant les familles à concilier travail et responsabilités à leur égard.

La valeur ajoutée de l'Europe doit être basée sur notre approche commune, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, afin d'arriver à une économie plus forte et à une société plus cohérente. L'Union européenne doit rester un allié constructif dans la préservation du droit des citoyens à des services publics de qualité, dans tous les Etats membres, et de cadres juridiques adéquats pour les services d'intérêt général. Des études contraignantes doivent être menées sur l'impact social des projets de législation européenne et sur la mise en œuvre de la législation déjà en vigueur dans le domaine de la concurrence et du marché intérieur : ces études doivent examiner les conséquences sociales de ces législations sur les conditions de vie et de travail des citoyens. Ces études doivent intégrer les impacts sociaux, économiques et environnementaux. Le fait de ne suivre qu'une logique économique dans la planification de nouvelles législations risque de porter préjudice au développement du modèle social européen et au projet européen en lui-même. Cela nous est apparu de façon patente, du reste, avec la première mouture de la directive services présentée par la Commission européenne.

5. Service universel de la petite enfance

Certains prétendent que la petite enfance est une affaire privée et rien de plus.

Le PSE a fait son choix : les pays européens doivent s'orienter vers une prise en charge des enfants accessible à tous ceux qui le désirent. Des services à la petite enfance de qualité, abordables et accessibles sont un investissement éminemment positif tant sur le court que sur le long terme, qui permet de donner aux enfants le meilleur départ possible dans leur éducation, tout en leur apportant des valeurs sociales essentielles pour le restant de leur vie. L'existence de crèches et de garderies locales permet également d'intégrer les parents et les enfants dans la collectivité et permet de renforcer l'appartenance sociale dès à présent et à l'avenir. Les parents se rendent souvent compte que le contact avec le personnel de puériculture, ainsi qu'avec les autres parents constitue un soutien précieux.

Les services de la petite enfance permettent également aux parents de chercher un emploi, élément essentiel pour garantir l'égalité des droits entre hommes et femmes, mettre un terme à la pauvreté infantile et relever le défi économique posé par les changements démographiques. Les services de la petite enfance créent des emplois au niveau local – ce qui stimule la croissance économique, en particulier dans les collectivités défavorisées.

6. Egalité des droits entre hommes et femmes



Certains prétendent que des progrès suffisants ont été faits en matière d'égalité des droits entre hommes et femmes et qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin.

Le PSE a fait son choix : malgré les avancées, l'inégalité entre hommes et femmes est encore très importante et nous devons agir.

Les femmes constituent le plus grand groupe de personnes défavorisées sur le marché de l'emploi, en raison de la discrimination, d'un accès insuffisant au travail et d'une inégalité des conditions de travail. Les salaires des femmes sont inférieurs à ceux des hommes et les femmes assument la plupart des tâches domestiques au sein de la famille, souvent sans le soutien d'infrastructure d'accueil des enfants. L'égalité des droits entre hommes et femmes ne constitue pas seulement un impératif moral : il s'agit également d'un élément clé pour relever le défi démographique, renforcer la démocratie et garantir le bien-être des familles.

De nouvelles politiques publiques en faveur de l'égalité des droits et des chances – dans la vie professionnelle, privée et publique – permettront le progrès économique et garantiront la justice sociale. Ces deux éléments seront essentiels pour faire face aux inégalités homme/femme sur le marché de l'emploi, comme la disparité des salaires et les inégalités qui y sont étroitement liées en matière de sécurité sociale et d'opportunités de vie. Ils permettront par ailleurs de poursuivre des politiques pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, y compris le droit pour les parents à des horaires de travail aménagés. Le dialogue social et la négociation collective jouent un rôle important dans la poursuite de ces objectifs.

La **valeur ajoutée européenne** est claire. L'Europe doit continuer de lutter pour l'égalité des droits dans tous les domaines liés au travail et à la vie en général, en particulier en faveur du principe « à travail égal, salaire égal » consacré par le Traité de Rome.

7. Dialogue social – un élément indispensable

Certains prétendent que l'ère du syndicalisme est révolue.

Le PSE a fait son choix : le travail étant une partie considérable de la vie et de la société, la façon dont nous organisons notre travail et nos responsabilités partagées, à travers les syndicats et les organisations patronales, est fondamentale dans la société moderne.

L'organisation et les conditions de travail sont extrêmement importantes pour créer de la croissance économique, parvenir au plein emploi et préserver les droits des citoyens. Les travailleurs et employeurs demandent des représentants forts et responsables ; ainsi, les organisations syndicales et patronales doivent procéder au



renouvellement de leur propre fonctionnement et doivent y être encouragées à travers l'engagement du gouvernement vis-à-vis du dialogue social. Les syndicats doivent élaborer de nouvelles réponses. Les entreprises et les employeurs doivent également proposer des solutions nouvelles et plus vastes. Enfin, le gouvernement doit adopter des législations afin d'appuyer le dialogue social. Il s'agit d'anticiper et de gérer le changement ; de créer une nouvelle économie européenne dynamique et un marché du travail plus juste et plus inclusif.

Plus les partenaires sociaux pourront agir en coopération, avec le soutien clair et non équivoque de l'Etat, plus leur action sera bénéfique à l'économie et à la qualité de la vie professionnelle. Les partenaires sociaux doivent assumer une plus grande responsabilité, plus particulièrement dans la mise en œuvre des politiques afférentes à l'éducation, la formation et à un marché du travail actif afin d'augmenter le capital humain européen et empêcher l'inadéquation des compétences d'une main d'œuvre vieillissante.

Le dialogue social doit être renforcé à tous les niveaux, sur le lieu de travail, dans la négociation collective au niveau national, de branches et sectoriel, ainsi qu'au niveau européen afin de donner aux travailleurs une voix plus forte dans l'élaboration d'un nouveau contrat pour le plein emploi.

La **dimension européenne** du dialogue social recèle tout un potentiel non utilisé. L'Europe doit être offensive et s'engager dans un dialogue social tripartite et associer les partenaires sociaux plus étroitement à la promotion de la croissance et de l'emploi.

8. Faire de la diversité et de l'intégration notre force

Certains tentent de tirer un profit politique de la xénophobie et de la haine envers les minorités et les immigrés en Europe.

Le PSE a fait son choix : il croit en la diversité et en la tolérance, tel que nous le soulignons dans la déclaration de ce congrès. Les sociétés européennes doivent rejeter toutes les formes d'intolérance et de haine. Chacun a le droit de vivre dans la dignité et d'être traité avec respect, indépendamment de sa nationalité, de son origine ethnique, de sa race, de son sexe, de son orientation sexuelle ou de sa religion.

La social-démocratie doit saisir les opportunités et répondre aux défis de nos sociétés, qui deviendront de plus en plus diverses. Il sera nécessaire d'adopter des lois durables et efficaces sur l'immigration afin de garantir la cohésion dans nos sociétés et de contribuer au progrès économique et à l'emploi. Sans un respect total de la diversité et sans un engagement fort vis-à-vis des valeurs européennes partagées, il sera impossible de résoudre les vrais défis de l'intégration. Nous devons également comprendre les peurs et incertitudes des citoyens dans le contexte actuel de



chômage élevé et d'exclusion sociale, qui se concentrent souvent dans les « ghettos » des banlieues urbaines. Par conséquent, les politiques d'intégration positive doivent s'accompagner d'une politique économique active pour plus d'emplois de qualité. Il s'agit dans certains cas d'élaborer de nouvelles politiques d'intégration et dans d'autres, de les adapter, sur la base de droits et de devoirs clairs pour tous, et sur la base de l'emploi, de la lutte contre les discriminations, des services publics, de dialogue et de cohésion dans les collectivités.

L'Union européenne a une responsabilité considérable dans la gestion de l'immigration. Elle doit s'attaquer à l'immigration clandestine et à ses causes fondamentales, y compris la pauvreté et les conflits dans les pays en développement. Elle doit également soutenir une gestion juste et responsable de l'immigration économique, tout en contribuant à faire face à l'impératif de l'intégration dans nos sociétés.

9. Sociétés durables – relever le défi des changements climatiques

Peu de gens remettent en question le besoin d'élaborer une meilleure politique sur les changements climatiques et l'énergie mais beaucoup la voient comme un coût supplémentaire.

Le PSE a fait son choix : il faut définir une politique active pour freiner les changements climatiques et répondre aux besoins énergétiques, comme axe central d'une nouvelle stratégie de croissance verte intelligente.

Le défi énergétique et climatique de l'Europe mérite un effort politique considérable si l'on veut assurer la justice sociale, la protection de l'environnement et le progrès économique. Les dix à vingt prochaines années seront décisives. La hausse des prix de l'énergie frappe particulièrement durement les plus démunis. L'impact du réchauffement de la planète renforcera les inégalités sociales tant au sein de l'Europe que dans le monde en développement, affectant surtout les plus pauvres, les plus âgés et les plus vulnérables.

Au-delà de l'énergie, le problème concerne l'utilisation de toutes les ressources naturelles. Il intègre la protection de l'environnement naturel et la création d'un environnement propre et écologiquement viable, où nos enfants pourront grandir. Il est essentiel de souligner l'impératif socio-économique de la durabilité environnementale. Sans cela, notre planète, notre terre, n'aura aucun avenir.

L'Union européenne a joué un rôle décisif dans l'adoption du traité de Kyoto et doit à présent être à l'avant-garde de la définition d'un accord post-Kyoto pour combattre les changements climatiques. Ces actions au niveau mondial doivent être complétées par des efforts au niveau européen, national, régional et local afin de créer une société



dépassant le combustible fossile : il est indispensable d'augmenter l'efficacité énergétique, réduire notre consommation d'énergie et investir dans des formes d'énergie durables. Le **programme d'action du PSE sur l'énergie et les changements climatiques** représente une nouvelle direction pour l'Union européenne.

10. Une Europe active pour les citoyens

Certains sont en faveur d'une Europe passive, qui ne se limite qu'au marché unique peu ou pas réglementé.

Le PSE a fait son choix : l'Union européenne est plus qu'un simple marché. L'Union européenne est un élément essentiel de la nouvelle Europe sociale, aidant les régions et les pays à atteindre davantage de résultats ensemble plutôt qu'isolement. Mais nous sommes loin d'avoir utilisé tout le potentiel de l'Union européenne – il existe encore de nombreux avantages que la coopération et la solidarité européenne peuvent apporter dans la vie des citoyens. Dans la nouvelle économie mondiale, notre **nouvelle Europe sociale** peut être mise en place progressivement si nous continuons d'en jeter les bases de façon équilibrée, c'est-à-dire sur le fondement d'*une concurrence qui stimule, une coopération qui renforce et une solidarité qui unit*.

Ces trois piliers sont aussi importants les uns que les autres et se renforcent mutuellement. Voilà nos instruments pour gérer le marché unique élargi et l'orienter vers une croissance verte intelligente durable. Ils devront garantir, à travers une meilleure coopération entre états, qu'une plus grande concurrence entre entreprises entraîne une plus grande prospérité partagée pour les citoyens, plus de cohésion et plus de justice sociale.

Oui à la concurrence, mais elle ne peut mener à une concurrence entre Etats membres à travers le dumping fiscal et social. La concurrence entre les entreprises doit être juste, transparente, accroître l'innovation, engendrer une baisse des prix et plus de travail de qualité pour les citoyens.

Oui à la coopération, permettant aux Etats membres de regagner une partie de la souveraineté nationale qu'elles ont cédée à la mondialisation. Nous devons garantir que la concurrence soit menée dans de bonnes conditions et n'agisse pas au détriment de la protection sociale, des droits des travailleurs et des services publics. Nous croyons en une économie sociale de marché– et non en une société de marché. La coopération européenne sera essentielle pour aider les Etats membres à relever les défis menaçant leurs systèmes sociaux.

Depuis son lancement, l'Union monétaire a atteint son objectif de protéger les économies de la zone euro des chocs externes et d'instituer un environnement économique plus stable. Toutefois, l'objectif du Traité de dynamiser l'économie par une



coopération économique effective n'a pas encore été atteint.

Oui à la solidarité, à travers les politiques sociales et d'emploi et les fonds structurels et de cohésion européens. Nous devons garantir la cohésion, les droits sociaux et du travail au sein, mais aussi entre, les Etats membres de l'Union européenne.

La force de l'Europe c'est sa **cohésion**. Elle est la région la plus solidaire au monde. Le défi consistera à garantir cette cohésion dans une Union élargie à 27 Etats membres. Cette tâche sera fondamentale si nous voulons rester fidèles à nos valeurs communes et générer une prospérité partagée dans l'économie mondiale. De plus, il s'agit d'un objectif capital si nous voulons que l'Union européenne demeure, pour les citoyens, un cadre pertinent.

La nouvelle Europe sociale créera plus de richesses et de solidarité au moyen d'une concurrence entre entreprises dans des conditions justes et transparentes, par une coopération politique entre Etats membres et grâce à la solidarité entre et au sein de ces Etats.

La nouvelle Europe sociale, c'est :

- Une Europe verte créant plus d'emplois de qualité
- Une Europe de la solidarité
- Une Europe de l'apprentissage
- Une Europe de l'innovation
- Une Europe de la cohésion

Telle est notre Europe – l'Europe des citoyens. Il ne s'agit pas d'un rêve – il s'agit d'un choix politique des socialistes et sociaux-démocrates européens. Nos Etats seront collectivement plus forts s'ils agissent ensemble afin d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs habitants, afin de garantir un travail et une vie décente à tous les citoyens de l'Union européenne.

Le PSE et ses partis membres sont déterminés à faire de **notre nouvelle Europe sociale** une réalité.